

PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Secrétariat général
pour les affaires régionales

Pôle de modernisation
de l'action publique

Plate-forme régionale
d'appui juridique

Arrêté préfectoral relatif à la liste consolidée des formations technologiques et professionnelles initiales et organismes et services éligibles à la fraction « hors quota » de la taxe d'apprentissage – Année 2019 –

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code du travail et notamment ses articles L. 6241-8 à L. 6241-10 et R. 6241-3 et R. 6241-3-1 ;

Vu la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

Vu le décret n° 2014-985 du 28 août 2014 relatif aux modalités d'affectation des fonds de la taxe d'apprentissage ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Monsieur Michel LALANDE, en qualité de préfet de la région Nord – Pas-de-Calais Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté du Premier ministre du 20 juillet 2018 portant nomination de Madame Cécile DINDAR en qualité de secrétaire générale pour les affaires régionales des Hauts-de-France à compter du 10 août 2018 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 2018 portant délégation de signature à Madame Cécile DINDAR, secrétaire générale pour les affaires régionales de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral relatif à la liste des formations technologiques et professionnelles initiales et organismes et services éligibles à la fraction « hors quota » de la taxe d'apprentissage – Année 2019

Vu la circulaire du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social du 14 novembre 2014 relative à l'élaboration des listes des formations technologiques et professionnelles initiales et organismes et services éligibles à la fraction « hors quota » de la taxe d'apprentissage ;

Vu l'instruction du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social n° DGEFP/MPFQ/2015/320 du 27 octobre 2015 relative à l'élaboration et à la publication des listes préfectorales mentionnées à l'article R.6241-3 et à l'article R.6241-3-1 du code du travail ;

Vu les demandes de modifications et d'ajouts de formations technologiques et professionnelles initiales de l'agence régionale de santé médico-social des Hauts-de-France (ARS), du rectorat de Lille – Académie de la région Hauts-de-France, de la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt des Hauts-de-France (DRAAF), de la Chambre de commerce et d'industrie de la région Hauts-de-France (CCI), de la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (DIRPJJ) - Grand Nord, et de l'Institut de Technologie Médicale de Lille (ITM), référents pour ces formations ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier la liste des formations éligibles à la fraction « Hors Quota » de la taxe d'apprentissage globalisée pour l'année 2019, en conséquence ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La liste consolidée des formations technologiques et professionnelles initiales et organismes et services éligibles à la fraction « hors quota » de la taxe d'apprentissage pour l'année 2019, intégrant les modifications et les ajouts à la liste globale ayant donné lieu à publication le 28 décembre 2018, est publiée.

Article 2 : La liste est consultable sur le site Internet de la préfecture de la région Hauts-de-France : <http://prefectures-regions.gouv.fr/hauts-de-france/Documents-publications/Taxe-d-apprentissage/Taxe-d-apprentissage-dans-la-region-Hauts-de-France>

Article 3 : La secrétaire générale pour les affaires régionales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **26 FEV. 2019**

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale
pour les affaires régionales,



Cécile DINDAR

Conformément aux dispositions des articles R 421.-1 et R 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr